

Bonnes pratiques de développement durable pour les entreprises

La Chambre de commerce, d'industrie et de services de Genève a publié, en collaboration avec la Banque cantonale de Genève et l'Office cantonal de la statistique, sa douzième *Etude économique*. Cette année, elle concerne le développement durable et dévoile un certain nombre d'initiatives dans le canton.

LAUREN HOSTETTLER

Le développement durable est l'équilibre subtil entre efficacité économique, responsabilité environnementale et équité sociale. L'étude liste un certain nombre d'initiatives prises par des entreprises genevoises afin de donner quelques pistes de réflexion. «Le but est d'encourager les actions responsables grâce à cette approche participative et transversale», explique Aline Yazgi, l'auteure de l'étude, qui a rencontré des dizaines d'entreprises pour sa recherche.

● Comment procéder?

En premier lieu, il est important d'établir un bilan afin de connaître ses points forts et ses points faibles. Cela permettra de définir un plan d'action adapté à l'entreprise. L'étude explique qu'il vaut mieux commencer par les actions les plus faciles et mobilisant le plus grand nombre pour engendrer des résultats rapides. Cela peut être par exemple la réduction

des déchets ou la diminution de la consommation d'énergie. Dès que les objectifs sont définis, un dispositif de suivi peut s'avérer utile pour mesurer la progression des efforts.

Il est important que tout le personnel soit impliqué dans la démarche afin de faire remonter des idées ou des observations à la hiérarchie. Pour cela, la rédaction d'une charte permet de formaliser l'engagement, mais aussi de nommer un responsable.

● Quelles mesures écologiques?

La diminution de la consommation d'énergie passe principalement par l'éclairage, le chauffage et le refroidissement. Des solutions de remplacement aux énergies fossiles, comme les panneaux solaires ou la géothermie, peuvent être mises en place, ainsi qu'un plan de mobilité encourageant le covoiturage ou l'utilisation des transports publics. La mise à la disposition du personnel de vélos ou

l'usage de biocarburants sont aussi des solutions. Des subventions peuvent être demandées pour la réfection thermique des bâtiments.

Ensuite vient la question de la gestion des déchets. Il est important de réfléchir comment utiliser moins de matériaux et comment réemployer ceux-ci afin de limiter les pertes. La consommation d'eau doit aussi être analysée pour éviter le gaspillage.

● Quelles mesures sociales?

Les entreprises peuvent apporter un changement social positif en ouvrant l'accès au travail aux personnes marginalisées. L'amélioration des conditions de travail joue un rôle dans la motivation, la performance et la santé des collaborateurs. En ce qui concerne l'égalité entre les genres, il faut encourager les femmes dans les postes à responsabilités et promouvoir l'égalité salariale.

● Pourquoi est-ce bon pour l'économie?

Si elle permet la réduction des coûts liés à la consommation d'énergie ou de matériaux, une politique de développement durable a de nombreux avantages. Elle aide à prévenir des situations de crise ou des risques opérationnels. En étant davantage à l'écoute des parties prenantes et de ses collaborateurs, l'entreprise crée de nouvelles possibilités d'affaires et peut imaginer des solutions innovantes. L'implication de tout le personnel permet d'influencer la culture d'entreprise, de redonner du sens et de promouvoir la transversalité. Au niveau de l'attractivité, un processus durable permet d'attirer les talents et de créer des emplois. L'étude rappelle que les cleantechs ont connu une croissance de 25% entre 2010 et 2016. L'Organisation internationale du travail (OIT) prédit que vingt-quatre millions d'emplois vont être créés dans l'économie verte d'ici à 2030. ■

L'étude est disponible en ligne:
www.cctg.ch/publication